

RAPPORT ANNUEL DU COORDONNATEUR RÉSIDENT SUR L'UTILISATION DES ALLOCATIONS DU CERF

Pays	MAURITANIE
Coordonnateur Résident	Maria do Valle Ribeiro
Période visée par le rapport	Janvier 2008 - Décembre 2008

I. Résumé opérationnel

Le recours au mécanisme financement réponse rapide en juin 2008 est une initiative de l'équipe de pays du Système des Nations-Unies en Mauritanie pour prévenir la dégradation de la situation humanitaire en Mauritanie, notamment sur les plans alimentaire et nutritionnel.

En effet, au déficit récurrent d'une production agricole qui ne satisfait en moyenne que 30 pour cent des besoins domestiques, se sont superposées la hausse généralisée des prix des denrées de base consécutive à des perturbations du marché mondial des biens alimentaires de base et la hausse du coût du fret ainsi que la persistance d'un taux préoccupant de malnutrition aiguë sévère observé durant cette période

Il y a lieu de souligner également que la situation politique a connu au cours de l'année écoulée des tensions qui ont débouché sur le coup d'état du 6/8/2008, fragilisant ainsi les acquis démocratiques obtenus au terme d'un processus démocratique de 19 mois fortement soutenu par le système des Nations-Unies

La situation humanitaire a été rendue par ailleurs plus difficile par le processus de retour et de réinstallation des rapatriés mauritaniens du Sénégal, entamé à la fin de l'année 2007 et dont le nombre atteignait en décembre 2008 5.367 personnes, que le HCR et le PAM ont accompagné dès le début et pour lesquels il fallait trouver de toute urgence les premières commodités pour rendre plus soutenable les conditions de réinstallation.

Pour répondre à ces contingences et mitiger l'impact de cette hausse des prix des produits alimentaires sur les couches les plus vulnérables, le Gouvernement avait mis en œuvre en avril 2008 un Plan d'Urgence qui combinait à la fois des mesures conjoncturelles et des mesures structurelles et qui était fortement par les agences du système des Nations-Unies, dont en particulier le PAM qui agissait en qualité de donateur et d'opérateur.

C'est dans ce cadre également que s'inscrit le recours par l'équipe de pays du système des Nations-Unies en Mauritanie du guichet "réponse rapide" prévu par le CERF pour accompagner les efforts du Gouvernement, en direction notamment des catégories les plus vulnérables.

Ce recours a donné lieu à une allocation de \$ 1.132.595 qui a permis de mettre en œuvre immédiatement les interventions des agences pour des montants ci-après :

- **FAO:** \$ 689,615
- **OMS:** \$ 138,030
- **UNICEF:** \$ 304,950

La mise en œuvre de ce financement a donné lieu à des arrangements opérationnels, notamment entre l'UNICEF et l'OMS sur la prise en charge de la malnutrition aiguë globale et a également fait appel aux Services du Gouvernement et à des ONGs partenaires d'exécution.

Il a permis d'apporter une assistance d'urgence à des catégories (enfants de moins de cinq et petits agriculteurs et éleveurs) que le Plan d'Intervention du Gouvernement ne ciblait pas de

manière spécifique ; et à ce titre la fenêtre réponse rapide a constitué, en dépit sa limitation dans le temps, une opportunité indiquée face à l'urgence de la situation.

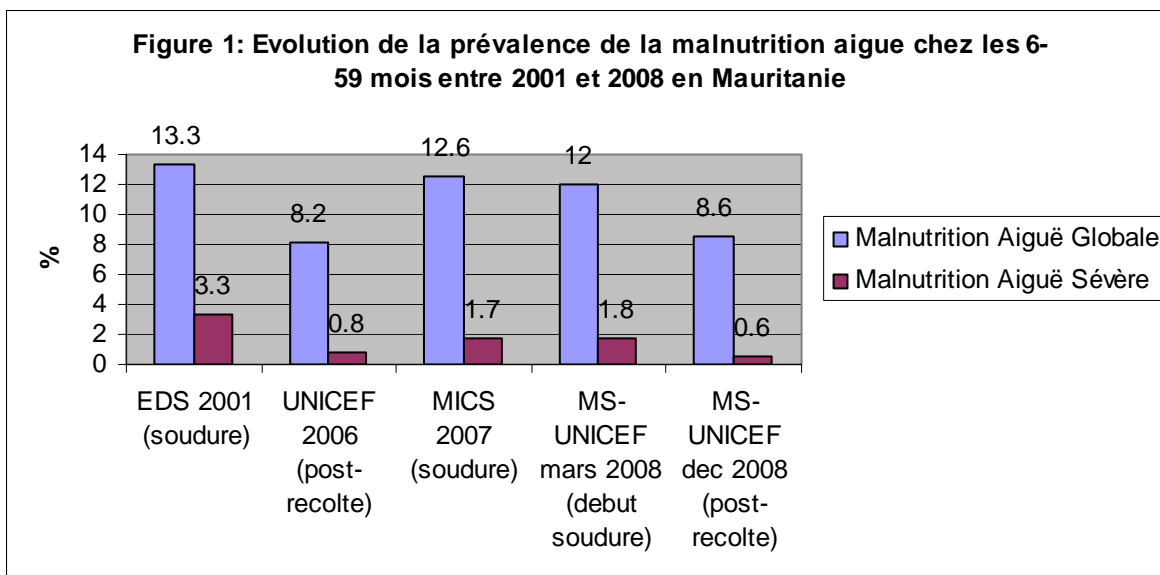
Toutefois, au delà des premiers résultats de ces interventions d'urgence qui ont permis de stabiliser une situation qui se dégradait, des exercices d'évaluation approfondie doivent être menés pour apprécier l'impact de ces actions et voir en quoi elles ont fait la différence sur le taux de malnutrition global, la production et la productivité des petits agriculteurs et éleveurs, l'accès aux intrants agricoles des rapatriés du Sénégal leur permettant de réunir les conditions de production durable ainsi que la prise en compte de la question genre.

Montant total du financement humanitaire demandé et reçu au cours de la période visée dans le rapport	Demandé	\$ 29.259.530			
	Reçu	\$ 16.684.892			
Montant total demandé au CERF	Fonds (Total demandé)	\$ 2.554.443 qui se déclinent ainsi qu'il suit:			
		PAM :	\$	1.000.000	
		UNICEF:	\$	347.750	
		OMS:	\$	181.900	
		FAO :	\$	1.024.793	
Suivi-évaluation du Plan d'Urgence:		\$	203.600		
Montant total du financement du CERF reçu du guichet financement	Réponse rapide	\$ 1.132.595			
Montant total du financement du CERF directement aux Institutions de l'ONU/Application IOM et montant total Nombre total versé aux partenaires chargés de la mise en œuvre	Institutions ONU/IOM	Au 27/03/09 en \$			
	ONG:		OMS	FAO	UNICEF
		NU/OIM	70000	499274	262155
		GVT	40600		18568
		ONG		30994	
		Allocation	138030	689615	285006 (<i>hors overhead de 7 pour cent</i>)
		Reliquat	27430	159347	4283
Nombre total <i>approximatif</i> des bénéficiaires couverts par le financement du CERF	TOTAL	Moins de cinq ans	Femme (le cas échéant)	Homme (le cas échéant)	
		474 666 dont 3.114 enfants avec malnutrition aigue sévère	59.305	59.780	
Zones géographiques de mise en œuvre ciblées avec le financement du CERF (prière d'être spécifique)	Régions de l'Assaba, du Brakna, du Gorgol, du Guidimagha, du Hodh Echarghi, du Hodh Egharbi, du Tagant, du Trarza, de Nouakchott, de l'Adrar, de D.Nouadhibou, du Tiris-Zemour et de l'Inchiri.				

II. Informations de base

La soumission des requêtes est intervenue au pic de la période de soudure durant laquelle les systèmes d'alerte indiquent le recours à des stratégies de survie et l'aggravation du taux de malnutrition aiguë globale pour les catégories les plus vulnérables (enfants de 0 à 59 mois, femmes enceintes et allaitantes) qui atteint 12 pour cent selon l'enquête conjointe UNICEF/Ministère de la Santé de mars 2008.

Parallèlement, le taux de prévalence de la malnutrition aiguë sévère a doublé entre décembre 2006 à mars 2008 reflétant une grave dégradation de la situation alimentaire sur le double plan de la disponibilité et de l'accessibilité, ainsi que la faiblesse des structures sanitaires de prise en charge de la malnutrition.



De même l'Enquête sur la Sécurité Alimentaire des ménages (ESAM), PAM/Gouvernement, réalisée également en mars 2008 avait évalué à 30 pour cent le taux de vulnérabilité alimentaire de la population rurale soit 550.712 personnes, parmi lesquelles 197.157 personnes étaient confrontées à une vulnérabilité alimentaire extrême.

Parallèlement, les données statistiques de la FAO estimaient que les effets cumulés des calamités d'origine naturelle ou anthropique ont plongé plus de 700.000 ménages d'agriculteurs et d'éleveurs dans une situation de pénurie alimentaire persistante.

Ces calamités ont porté en particulier sur :

- la sécheresse qui a sérieusement affecté les parcours des régions du nord, du centre et du sud-est ;
- les inondations dans certains endroits localisés du sud, du sud-est et du centre qui ont endommagé à la fois les terres agricoles et les barrages ;
- les feux de brousse qui ont détruit 10 pour cent environ des pâturages du sud-est le long de la frontière avec le Mali.

Déjà, par un courrier en date du 5/5/2008, le Chef de Bureau de OCHA/Afrique de l'Ouest avait alerté l'USG/ERC sur la situation particulière de la Mauritanie et sur les mesures de contingence à prendre de toute urgence pour mitiger une situation alimentaire et nutritionnelle qui s'était dégradée en cette période de l'année.

Ce diagnostic ressortait également du dialogue permanent avec les plus hautes autorités du pays avant et pendant le Plan d'urgence pour accompagner sur des points précis les efforts du Gouvernement.

Pour contenir les effets de la hausse des prix, en particulier sur les personnes confrontées à la vulnérabilité alimentaire, le Gouvernement avait effet mis en œuvre à partir d'avril 2008 un ambitieux Plan d'Urgence dénommé Plan Spécial d'intervention de 160 millions \$, un montant important au regard du niveau des ressources publiques.

Ce programme combinait à la fois des mesures d'urgence dont:

- L'approvisionnement régulier du marché et l'atténuation des effets de l'augmentation des prix ;
- L'aide alimentaire et la mise en œuvre de filets de sécurité par l'augmentation du stock national de sécurité alimentaire, la distribution gratuite de vivres et la mise en œuvre de programmes Vivres Contre Travail (VCT) et de vente à un prix stabilisé des denrées essentiels. Les Agences du système des Nations-Unies notamment le Programme Alimentaire Mondial ont également contribué en qualité de donateurs et d'opérateurs à la mise en œuvre de ce volet du plan;

Et des mesures structurelles de plus longue portée par:

- le soutien à la Campagne Agricole,
- l'amélioration du pouvoir d'achat par le biais de la formation et l'insertion de jeunes sans emploi, la mise en place d'activités génératrices de revenus, le soutien à des micro et petites entreprises,
- l'appui à l'hydraulique villageoise

Les allocations sectorielles des requêtes ont ainsi pris en compte cet effort public global et les ont complété sur des points particuliers notamment dans les aspects de lutte globale contre la malnutrition aigüe sévère et de contribution à la relance des activités de subsistance en vue d'une amélioration de la sécurité alimentaire de 32.000 ménages ruraux les plus pauvres et des rapatriés du Sénégal dont l'agriculture et l'élevage constituent les seules sources de revenu.

Le Plan d'Urgence du Gouvernement a été élargi en effet à l'ensemble de population ; il visait à contenir la hausse des prix, à générer des revenus et à restaurer les fonctions de stabilisation du marché de l'Etat, afin de faciliter la disponibilité et l'accessibilité aux biens alimentaires de base, de manière générale.

C'est pourquoi les activités réalisées grâce au recours au guichet CERF ciblaient uniquement les catégories les plus vulnérables pour combler des gaps dans l'intervention publique.

III. Mise en œuvre et résultats

Les soumissions CERF sont fondées sur un système de surveillance nutritionnelle et alimentaire régulier, avec des enquêtes périodiques sur la nutrition et la vulnérabilité alimentaire (ESAM, MICS, enquêtes ad hoc...) dont les résultats sont utilisés également pour la préparation des Fiches CAP.

Ces enquêtes nutritionnelles et alimentaires ont été prises en compte dans l'analyse de situation au niveau national faite en 2008 dans le cadre de l'initiative interagence REACH (UNICEF, WFP, FAO, WHO) avec l'appui humain et institutionnel de la firme privée *Boston Consulting Group* qui a permis d'identifier les Gap en matière d'intervention en nutrition incluant les conséquences de la crise des prix sur la précocité de la période de soudure en 2008.

Cette dégradation de la situation a amené les agences des Nations Unies et leurs partenaires à préparer et soumettre des propositions de projet dans le cadre de la fenêtre Réponse Rapide aux urgences soudaines.

Ces financements ont permis l'acquisition de toute urgence de matériels et d'intrants agricoles et d'élevage ainsi que de provisionner les frais opérationnels de mise en œuvre.

La lancinante question de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire des catégories les plus vulnérables se pose avec acuité en Mauritanie. Elle ressortait, à un taux de 11,9 pour cent (enquête conjointe MS/UNICEF mars 2008), de l'urgence humanitaire silencieuse.

Elle doit être prise doublement en charge par un continuum d'actions intégrées, en raison du taux de prévalence cité plus haut qui approche d'une urgence sanitaire à 15 pour cent durant certaines périodes et en certains endroits du sud et sud-est de la Mauritanie:

- sur le plan préventif: cette approche, objet de la demande de financement de l'UNICEF formulée également dans le CAP 2008, visait à diffuser les bonnes pratiques et fournir des prestations en matière de nutrition et à éviter que des catégories qui vivent dans un état de malnutrition chronique ne basculent dans l'urgence sanitaire, dans un contexte de flambée des prix et au pic de la période de soudure alimentaire; cette approche n'exclut pas le cas échéant la prise en charge par l'UNICEF de la malnutrition aigüe sévère,
- sur le plan curatif : Ce volet situé en aval consistait à renforcer les structures sanitaires et à les soutenir dans la prise en charge sanitaire des enfants atteints de malnutrition sévère avec complication médicale (requête de l'OMS figurant également dans le CAP 2008) ; le but étant de stabiliser la situation nutritionnelle des communautés et d'éviter qu'elles ne rechutent de nouveau dans la malnutrition sévère ; avec des risques de perte en vies humaines et des surcoûts pour des structures sanitaires faiblement pourvues en capacité de prise en charge.

C'est pourquoi, l'UNICEF ayant reçu en juillet 2008 un financement CERF de \$ 347,750 pour réponse rapide à cette urgence nutritionnelle, l'utilisation des fonds CERF a été orientée vers:

- l'achat des équipements anthropométriques,
- l'acquisition d'intrants thérapeutiques (F-75, F-100, Plumpy Nut et Resomal) ont été prises en charge sur d'autres financements de l'UNICEF et les médicaments par l'OMS ;
- la distribution des capsules de vitamine A à 432 229 sur 486 058 enfants de 6-59 mois ciblés (89 pour cent de couverture) ;
- la distribution du mebendazole à 402 903 sur 432 229 enfants de 12-59 mois ciblés (93 pour cent de couverture) ;
- l'organisation d'un dépistage actif dans huit régions (Assaba, Brakna, Trarza, Tagant, Hodh El Chargui, Hodh El Gharbi, Gorgol et Guidimakha) en juillet et août 2008 qui touché 35 341 enfants de 6-59 mois dont 3 325 enfants de 6-59 mois sont atteints de malnutrition aigüe globale (modérée et sévère).

Au total en 2008, les financements CERF en synergie avec ceux de l'UNICEF en plus de l'allocation octroyée à l'OMS ont contribué à la prise en charge de la malnutrition aigüe sévère chez 3 114 enfants de 6-59 mois atteints de malnutrition aigüe sévère dans les zones d'intervention du projet avec un taux de décès de 5,3 pour cent, un taux de guérison de 82,3 pour cent et un taux d'abandon de 12,4 pour cent.

Ces indicateurs de performance s'alignent sur ceux retenus par le Protocole National de Prise en charge de la malnutrition. Ces résultats ont été soutenus par l'identification des régions à faibles performances (Trarza, Guidimakha, Brakna, Tagant et Gorgol) qui ont bénéficié dans le cadre du projet d'une assistance technique spécifique de proximité apporté par le niveau central.

Les interventions nutritionnelles de l'OMS réalisées sur financement CERF de \$ 138.030 se sont focalisées sur des activités de supervision formative en particulier l'évaluation du personnel de santé sur l'application du Protocole Nationale de Prise en Charge de la Malnutrition et l'évaluation des équipements et intrants pour la prise en charge de la malnutrition. Le financement a permis l'acquisition de lots de médicaments et de consommables médicaux.

Les opérations ont consisté également à:

- Assister le dépistage des enfants de 6 à 59 mois fréquentant les structures de santé;
- faire des séances de dépistages actifs dans quelques localités et donner des intrants pour 15 à 21 jours;
- Organiser la référence des cas modérés vers les structures communautaires de prise en charge de la malnutrition modérée (CRENAM);
- Assurer la prise en charge des cas aigus

Cette intervention nutritionnelle d'urgence a permis:

- la prise en charge au niveau des structures de santé (CRENI) des cas de malnutrition aiguë sévère qui ont évolué vers des complications médicales et sur 06 mois, soit 755 cas sur 600 préalablement planifiés,
- La réalisation de 02 missions de supervision formative et d'appui à l'application du Protocole National de Prise en Charge de la Malnutrition, durant les mois d'octobre et décembre 2008, sur 03 missions formatives planifiées.



© WHO Mauritania/2009

Toutefois, le nouveau programme d'appui aux groupes vulnérable du Programme Alimentaire Mondial, qui consiste à donner des rations alimentaires sèches aux bénéficiaires, tous les 15 jours, à partir d'un lieu prédéfini par les intervenants (PAM, ONG et CSA) n'a pas associé le Ministère de la Santé. Ce qui a rendu très difficile, voir impossible l'intervention des structures sanitaires au niveau des CRENAM, aussi bien pour l'appui technique et la formation que pour le système de référence pour les cas modérés de malnutrition (les CRENAM, dans ce programme proprement dit, étant des structures communautaires périodiques (tous les 15 jours) et à un endroit qui n'est pas toujours connu du personnel de santé.

Ce dysfonctionnement qui ressort des missions de terrain pour supervision formative doit être corrigé au plus vite plus afin d'amplifier l'impact global des interventions nutritionnelles.

S'agissant de la composante du financement CERF « **Aide d'urgence aux producteurs maraîchers et aux éleveurs vulnérables touchés par la sécheresse et la flambée des prix des denrées alimentaires** » mis en œuvre par la FAO pour un montant de \$ 689.615 l'intervention a porté sur les points suivants:

VOLET AGRICOLE

Choix des sites

Le choix des zones d'intervention du projet a été effectué selon les critères suivants :

- populations les plus vulnérables à la flambée des prix des denrées alimentaires ;
- populations affectées par la sécheresse de l'hivernage 2008;
- anciens réfugiés du Sénégal;
- coopératives ou groupements d'agriculteurs en activité (existence d'un terrain de culture, d'une source d'eau et d'agriculteurs actifs...)

Répartition des semences et matériel

La répartition régionale des intrants a été effectuée sur la base des informations fournies par les services du Gouvernement (Direction de l'Agriculture) conformément aux objectifs assignés au projet.

Acheminement des intrants

Le transport des intrants de Nouakchott aux capitales régionales a été effectué sous la supervision de la Direction de l'Agriculture tandis que le transport secondaire a été assuré par les Délégations Régionales du Ministère du Développement Rural.

Contrôle de qualité des semences

Le centre de contrôle de qualité des semences et plants (CCQSP) a effectué des analyses au laboratoire sur les semences de sorgho et Niébé qui ont donné les résultats suivants :

Tableau 1 : Résultats des analyses des semences au laboratoire (sorgho et Niébé)

Espèce	Poids analysé	PS pour cent	TG pour cent
Sorgho	45 t	98	84
Sorgho	66 t	98	86
Niébé	18 t	96	88
Total	129 t	-	-

Les semences maraîchères étant des semences standard, ont fait seulement l'objet d'un contrôle de conformité avec les spécifications techniques de l'appel d'offre (année de production, certificat phytosanitaire).

Distribution des intrants

L'opération de distribution des semences (espèces vivrières et maraîchères) et du matériel (matériel de clôture et arrosoirs) a été réalisée par les ONGs partenaires d'exécution conformément à des termes de référence précis.

Les quantités suivantes ont été acquises et distribuées :

- 45 tonnes de semences de sorgho Bichna (céréales traditionnelles)
- 66 tonnes de semences de sorgho Takalit
- 18 tonnes de semences de Niébé BGK
- 600 kg de semences maraîchères
- 37.550 ml de grillage
- 9.160 piquets
- 6.600 ml de fil tendeur
- 8.250 tendeurs
- 1.000 arrosoirs

POUR LE VOLET ELEVAGE

La Livraison des médicaments

Les médicaments et intrants vétérinaires ont été livrés en deux lots. Un consultant recruté à cet effet s'est assuré du contrôle de qualité et de la réception (quantité et spécification de tous les médicaments et matériel reçus).

L'Acheminement des médicaments et matériel vétérinaires

L'acheminement des médicaments et matériel vétérinaires a été effectué par la Direction Générale de l'Elevage et les moyens de fonctionnement ont été assurés par la FAO dans le cadre du projet.

Les régions concernées par cette opération sont:

Hodh El Chargui, Hodh El Gharbi, Assaba, Guidimakha, Gorgol, Brakna, Trarza, Tagant, Nouakchott, Adrar, Nouadhibou, Tiris-Zemour et Inchiri.

L'Organisation du travail

Des équipes mobiles ont été constituées pour l'exécution de l'opération et des fiches de suivi ont été élaborées à cet effet. Les Délégations Régionales du Ministère du Développement Rural étaient fortement impliquées dans le dispositif d'intervention à travers la fourniture des moyens logistiques pour les missions de traitement.

La Répartition

Au niveau régional, la répartition et la gestion de cette assistance, ont été réalisées en étroite collaboration avec les comités régionaux du développement (CRD) composés des autorités régionales, des élus locaux, des services techniques et des organisations socioprofessionnelles (GNAP, FNEM...)

Le Suivi des activités

Le suivi des activités a été assuré par la Direction Générale de l'Elevage du Ministère du Développement Rural

1. Arrangements relatifs à la coordination et à la mise en œuvre

Sous le leadership de la Coordinatrice Résidente du Système des Nations-Unies en Mauritanie, l'UNICEF l'OMS, le PAM et la FAO coordonnent leurs interventions dans la prévention et la gestion des crises nutritionnelles et alimentaires. Cette coordination s'effectue dans le cadre des rencontres régulières de l'équipe de pays au cours desquelles les questions relatives à la prévention et à la gestion des situations d'urgence sont abordées.

L'information sur la conjoncture humanitaire est également régulièrement partagée dans le cadre d'un *Forum des Urgences*, une plateforme d'échange d'informations regroupant les agences du système des Nations-Unies, le gouvernement, les Coopérations Bilatérales et les ONGs. Cette instance sert également, le cas échéant, à commander des évaluations, évaluer les gaps dans les réponses, assurer une meilleure coordination institutionnelle et opérationnelle entre les opérateurs humanitaires et établir des arrangements au sein des secteurs.

De manière spécifique, au moment de la rédaction et de la consolidation des requêtes CERF/2008, et afin d'assurer une cohérence d'ensemble de la réponse au défi de la crise alimentaire et nutritionnelle, éviter les doubles emplois, réaliser des économies d'échelle et évaluer au plus près les coûts de ces interventions, des séances de travail ont été organisées entre les staffs techniques de ces agences soumissionnaires et la liaison OCHA.

De même, l'UNICEF en tant que Cluster Leader en nutrition travaille avec les ONGs sous le leadership du Ministère de la Santé. Des réunions de coordination et de préparation des Plans d'Action sont régulièrement conduites avec le Service National de Nutrition du Ministère de la santé. L'UNICEF participe également aux réunions du groupe de concertation sur les situations d'urgence et représente un pilier majeur de l'initiative REACH.

L'intervention de l'OMS qui consistait à prendre en charge l'urgence nutritionnelle de manière intensive s'est effectuée en étroite collaboration avec les équipes du Service National de Nutrition et les structures sanitaires déconcentrées, pour contrepartie nationale.

Concernant le Volet agricole de la fenêtre aide d'urgence aux agriculteurs et aux éleveurs vulnérables touchés par la sécheresse et la flambée des prix des denrées alimentaires, les Services du Gouvernement notamment la Direction de l'Agriculture, ont participé activement au ciblage des zones affectées et vulnérables et à la répartition régionale des intrants.

Les Délégations Régionales du Ministère du Développement Rural ont également participé activement aux opérations d'identification des bénéficiaires, à la distribution des intrants, au suivi des activités et de leur impact en étroite collaboration avec les ONGs recrutées sur une base compétitive pour la mise en œuvre de cette composante.

Ces ONGs nationales ont assuré en particulier :

- l'identification et l'établissement des listes nominatives des bénéficiaires ;
- la validation des listes bénéficiaires dressée au plan local ;
- la distribution des semences et du matériel horticole aux bénéficiaires
- le suivi des activités et de leur impact sur les bénéficiaires (production, nutrition, Conditions de vie.)

Parmi les sept ONGs qui avaient déposé des dossiers d'appel à soumission, quatre ont été sélectionnées. La qualification technique des ONGs a été le critère qui a prévalu pour le choix définitif de ces partenaires d'exécution.

Les ONGs qui ont accompagné la mise en œuvre du projet sont les suivantes :

- ALPD qui a travaillé dans les régions du Trarza, du Brakna et du Gorgol
- UAGPOA qui a travaillé dans la région de l'Assaba
- ADICOR qui a travaillé dans la région du Hodh El Gharbi
- AFVHS qui a travaillé dans la région du Tagant

Par ailleurs, sous la supervision de l'Unité de Coordination des Opérations d'Urgences, la FAO a apporté l'assistance technique au Gouvernement et a fourni aux bénéficiaires les semences et le matériel pour la mise en œuvre du projet. Elle a été en particulier responsable de l'achat et du stockage des intrants tout en veillant à leur distribution, conformément aux objectifs du projet qui s'inscrit dans le programme global d'urgence de la FAO. Elle s'est impliquée aussi dans le processus de suivi – évaluation des activités à travers des contrats de prestation de service avec les ONGs.

Il faut noter également que la FAO a favorisé la concurrence en faisant appel aux entreprises sous régionales (sénégalaises notamment) pour l'acquisition des semences de sorgho et du matériel.

Enfin, le PAM a échangé avec la FAO sur les informations sur les zones affectées par les différentes calamités qui sont survenues en 2008 dans le pays.

S'agissant Du Volet Elevage

Le GNAP et la FNEM qui sont des organisations socio- professionnelles représentatives des éleveurs ont pris part à la mise en œuvre du projet (ciblage des bénéficiaires, distribution des intrants d'élevage).

Les Délégations Régionales du Ministère du Développement Rural ont coordonné efficacement l'identification des bénéficiaires et à la mise à disposition des moyens logistiques pour le transport des intrants des capitales régionales aux sites du projet. Elles ont assisté également les équipes vétérinaires du projet et du service central de l'élevage.

2. Activités et résultats du Projet et actuels bénéficiaires

Les 03 requêtes CERF ont constitué une réponse coordonnée des agences du système des Nations-Unies à l'urgence alimentaire et nutritionnelle qui a prévalu en Mauritanie. Elles ont complété les programmes humanitaires des agences coopérantes bilatérales et des ONGs, s'agissant notamment de lutte contre la malnutrition modérée et aigüe, de l'accueil et de la réinstallation des rapatriés du Sénégal, du soutien à la production des petits éleveurs et agriculteurs et de l'assistance alimentaire.

Elles sont intervenues également pour soutenir le Plan d'Urgence du Gouvernement mis en œuvre à la suite de la crise alimentaire qui a durement éprouvé les populations les plus vulnérables. Les interventions réalisées sur financement CERF se sont focalisées en particulier sur des cibles très vulnérables qui ne peuvent accéder au marché des biens alimentaires de base, même fortement subventionné par les externalités du Plan d'Urgence du Gouvernement : petits agriculteurs et éleveurs, enfants de moins de cinq ans atteints de malnutrition globale (modérée et sévère), rapatriés du Sénégal.

Les fonds CERF ont été utilisés pour compléter les financements disponibles par des mécanismes de mobilisation de ressources propres aux agences dont le CAP et les programmes réguliers. Ils ont été décisifs pour combler les gaps en lien avec l'urgence nutritionnelle particulièrement dans l'achat des aliments thérapeutiques et le matériel anthropométrique ainsi que le matériel nécessaire pour le fonctionnement des Centres de Réhabilitation Nutritionnels et ont permis la prise en charge de *3.114 enfants* atteints de malnutrition globale.

L'acquisition d'actifs productifs orientés vers la subsistance des petits producteurs agricoles et pastoraux a eu un impact positif sur l'amélioration de la qualité de la production et de la productivité agricole et d'élevage. Les moyens de subsistance des groupes vulnérables de bénéficiaires du programme ont été améliorés (reconstitution de stocks de semences, d'intrants vétérinaires et de matériels horticoles). Ainsi les disponibilités alimentaires de *44.312 ménages vulnérables* (Ce chiffre dépasse largement les objectifs assignés au volet agricole du projet qui étaient de 17.000 ménages dont 15.000 pour les cultures vivrières et 2.000 pour le maraîchage) se sont accrues de *37.482 tonnes* d'assortiments alimentaires à haute valeur nutritive et 39.352 têtes de bétail appartenant à *4.866 petits éleveurs* ont bénéficié de traitements et distribution des vitamines et des oligo- éléments.

Sur le plan national, une campagne de vaccination contre la peste des petits ruminants et la dermatose contagieuse a pu être menée à terme. Cette campagne a touché 396.937 têtes de bétail (bovins et petits ruminants)

Les Coopératives et Groupements d'Agriculteurs ont pu bénéficier de formations ciblées sur l'utilisation efficiente des intrants et le respect du calendrier cultural pour améliorer la production et la productivité agricoles.

Les réfugiés mauritaniens revenus du Sénégal ont pu bénéficier d'intrants agricoles leur permettant ainsi de poser les bases d'une production durable.

Au titre des effets indirects, les services techniques régionaux et centraux ont vu leur capacité d'intervention renforcée à travers l'appui du programme.

Par ailleurs, on peut noter le rôle primordial joué par les associations d'éleveurs dans l'exécution de l'assistance.

3. Partenariats

Le Plan de Contingence d'assistance humanitaire du système des Nations-Unies en Mauritanie élaboré en novembre 2007 et qui regroupait les agences du SNU et les ONGs partenaires avait identifié en premier lieu parmi les contingences à surveiller de près, la dégradation de la situation et nutritionnelle. Ce document de préparation avait défini des arrangements institutionnels et opérationnels entre les parties prenantes en cas de réalisation d'occurrence, chacune dans le cadre de son mandat et en tenant compte de ses avantages comparatifs.

Le développement de REACH en Mauritanie comme pays pilote et la préparation du Plan Intersectoriel de Nutrition 2009-2010 a permis d'identifier les gaps et de fédérer l'ensemble des intervenants en matière de nutrition. Les interventions de nutrition soutenues par l'UNICEF dans le cadre des fonds CERF sont mises en œuvre par le Ministère de la Santé à travers les Centres et Postes de santé et certaines ONGs internationales, dont la Croix Rouge Française, Counterpart International et Santé Sud.

L'exercice REACH au niveau conceptuel et la mise en œuvre des activités sur financement CERF sur le plan opérationnel ont permis de pointer des faiblesses d'un nécessaire continuum entre la prise en charge de la malnutrition modérée dans le cadre du Centre de Récupération Nutritionnelle Ambulatoire pour Modérés et la malnutrition aiguë qui ressortent des Centres de Récupération Nutritionnelle Intensive. Ces deux modalités sont prises en charge par des dispositifs et des institutions différents et pour lesquelles des mécanismes de coordination et d'échange d'informations doivent être mis en place.

De même, concernant l'aide d'urgence aux producteurs agricoles et maraichers et aux éleveurs vulnérables touchés par la sécheresse et la flambée des prix des denrées alimentaires observée en 2007/2008, la mise en œuvre s'est faite à tous les niveaux de façon conjointe et sur une base conventionnelle entre la FAO, les services publics agricoles et vétérinaires au niveau sous régional et national, aussi bien central que déconcentré (Comités Régionaux de Développement) à la fois pour l'identification des bénéficiaires de l'intervention que pour la supervision ainsi que des ONGs Nationales, comme partenaires opérationnels .

4. Intégration de la dimension du genre

Les interventions d'urgence sur financement CERF/2008 ont en commun d'adresser la malnutrition et de fournir des actifs productifs de sécurité alimentaire (agricoles et pastoraux). Ces interventions concernent en premier lieu les femmes notamment dans les volets lutte contre la malnutrition et accroissement de la production maraichère.

Les interventions nutritionnelles ciblent en particulier, au-delà de l'enfant de moins de cinq ans, les femmes enceintes et allaitantes et les activités de maraîchage sont réalisées par les femmes à travers des coopératives féminines ; sans compter qu'elles représentent selon le UNFPA 49,8 pour cent de la population rurale et que la dégradation des conditions alimentaires les affectent en premier et inversement l'amélioration de ces conditions agit en faveur de l'égalité des sexes.

5. Evaluation et suivi

Au niveau opérationnel, d'autres financements des agences prennent également en charge, dans le cadre du CAP et des programmes réguliers, les aspects de Monitoring et d'évaluation de l'impact des activités, à travers notamment la collecte des données au sein des services publics de santé, d'agriculture et d'élevage. Ces données portent sur l'efficacité de la prise en charge de la malnutrition aiguë et le soutien à la conduite de deux enquêtes nutritionnelles par an ainsi que l'accroissement de la production maraichère et pastorale.

Les requêtes ont provisionnées par ailleurs les activités de supervision directes ou par le biais d'ONGs et des services du Gouvernement. En outre, quoique relevant de la réponse rapide à une situation d'urgence, ces interventions obéissent aux mécanismes et procédures de suivi-évaluation et contrôle propres aux agences soumissionnaires, il y a lieu toutefois de définir des mécanismes ad hoc d'évaluation d'impact orientés vers des activités menées sur financement CERF pour apprécier la contribution spécifique de cette fenêtre à la mitigation des situations d'urgence en Mauritanie.

IV. Résultats

Secteur/ Module	CERF projets par secteur (Ajouter projet nr et titre)	Montant déboursé (US\$)	Nombre de bénéficiaires (par sexe/âge)	Partenaires de mise en œuvre et fonds déboursés	Indicateurs de base	Résultats attendus	Résultats et améliorations effectifs pour les bénéficiaires ciblés
Nutrition	08-CEF-045 << Opérations d'urgences de nutrition et Survie de l'enfant>> UNICEF PBA : SM/08/262	\$ 304 950	3 000 enfants malnutris et 474 666 enfants pour la supplémentat ion en vitamine A et déparasitage	<ul style="list-style-type: none"> ■ Ministère de la Santé ■ ONG (CRF, ACF et CPI) pour approvisionnement en intrants thérapeutiques alimentaires et équipements anthropométriques 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Nombres d'enfants avec malnutrition sévère pris en charge sur le plan diététique ■ Nombre d'enfants avec SVA et mebendazole 	<ul style="list-style-type: none"> ■ 3 000 enfants adéquatement pris en charge (taux de guérison > 75 pour cent, taux de décès < 10 pour cent et taux d'abandon <15 pour cent) ■ 80 pour cent des enfants de 6-59 mois ont une supplémentation en vitamine A ■ 80 pour cent parmi ceux de 12-59 mois ont reçu du mebendazole 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Le projet a apporté de l'aide dans neuf régions sanitaires les plus touchées par la crise nutritionnelle en 2008 grâce aux opérations d'approvisionnement en intrants thérapeutiques et en équipements anthropométriques, à l'organisation du dépistage actif et à l'appui de proximité au régions à faibles performances ■ Le Ministère de la santé et les ONGs (ACF, CRF et CPI) avec l'assistance du projet à travers l'UNICEF ont pris en charge 3.114 enfants de 6-59 mois <ul style="list-style-type: none"> ➢ <i>taux de guérison de 82,3 pour cent,</i> ➢ <i>taux de décès de 5,3 pour cent</i> ➢ <i>taux d'abandon de 12,4 pour cent.</i> ■ La distribution des capsules de vitamine A à 432 229 sur 486 058 enfants de 6-59 mois ciblés (89 pour cent de couverture) ■ La distribution du mebendazole à 402 903 sur 432 229 enfants de 12-59 mois (93 pour cent)
	08-WHO-035 « Assistance sanitaire d'urgence aux enfants malnutris en Mauritanie »	\$ 138 030	755 enfants atteints de malnutrition aigüe sévère	<ul style="list-style-type: none"> ■ Service National de la Nutrition ■ Services déconcentrés du Ministère de la Santé 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Nombres d'enfants âgés de enfants de 6-59 mois souffrant de malnutrition sévère dont le traitement médical est pris en charge gratuitement dans les CRENI et CRENAS (cible pour 6 mois, 600 enfants, ■ Nombre de missions de supervision (cibles 3 missions) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Contribution à la prise en charge du traitement médical de 600 enfants âgés de 6 à 59 mois atteints de malnutrition aigüe sévère au niveau des centres de récupération nutritionnelle Intensive (CRENI)des huit régions cible ■ Renforcement de la supervision intégrée et le suivi 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Prise en charge sur 06 mois, parmi les 3.114 enfants de 6-59 mois atteints de malnutrition sévère , de 755 cas (600 planifiés) de malnutrition aigüe sévère avec complication médicale au niveau des structures de santé (CRENI) ■ 02 missions de supervision formative et d'appui à l'application du Protocole National de Prise en charge de la Malnutrition, durant les mois d'octobre et décembre 2008 sur 03 missions formatives planifiées

Agriculture	08-FAO-025 « Aide d'urgence aux producteurs maraichers et aux éleveurs vulnérables touchés par la sécheresse et la flambée des prix des denrées alimentaires »	\$ 689 615	160.000 personnes	<p>Direction Générale de l'Agriculture, Délégations régionales du Ministère du Développement Rural ; ONGs. ALPD dans les régions du Trarza, du Brakna et du Gorgol</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ UAGPOA région de l'Assaba ■ ADICOR région du Hodh El Gharbi ■ AFVHS région du Tagant 	<p style="text-align: center;"><u>Agriculture</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de ménages bénéficiaires; 2. Qualité et quantité des semences et des outils fournis; 3. Augmentation de la production horticole par les ménages ciblés. <p style="text-align: center;"><u>Elevage</u></p> <p>Satisfaction des besoins en intrants vétérinaires et en outils pour éleveurs pauvres.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Contribution à la satisfaction des besoins pour la campagne 2008, par la fourniture de semences horticoles à 5.000 les ménages pauvres dans les régions du sud (Trarza, Brakna, Gorgol, l'Assaba, le Tagant, Hodh El Gharbi), et de soutien à la création de quelques 300 horticoles jardins de 0,5 ha chacune. ■ Fourniture de semences horticoles et de petits outils (clôtures, sprinklers) aux bénéficiaires. <p>(ii) Contribution à la satisfaction des besoins de 10.000 éleveurs au cours de la saison des récoltes 2008, par le biais de la fourniture de suppléments de minéraux, les multivitamines et les médicaments contre les parasites (interne, externe, le sang)</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Création d' un stock de réserve de médicaments vétérinaires à l'Office central de l'élevage (Ministère du Développement Rural), permettant de couvrir les besoins pour des interventions d'urgence. 	<p style="text-align: center;"><u>Agriculture</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ 129.615 tonnes de semences, 37.550 ml de grillage, 9.160 piquets, 6.600 ml de fil tendeur, 8.250 tendeurs et 1.000 arrosoirs pour la mise en valeur de 16.586 ha de superficies emblavées dont 15.075 ha de cultures vivrières et 1.511 ha de périmètres maraîchers ; ■ 37.482T de productions dans différentes spéculations attendues dont 6.150 tonnes de cultures vivrières et 31.332 tonnes de cultures maraîchères: ■ Le nombre de bénéficiaires du volet agricole : 221.500 personnes <p style="text-align: center;"><u>Elevage</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ 39.552 têtes de bétail appartenant à 4.866 petits éleveurs ont bénéficié de traitement et de distribution de vitamines et d'oligo-éléments; ■ 396.937 petits ruminants et bovins ont été vaccinés

V. LE CERF EN ACTION

Combattre la malnutrition aigüe en Mauritanie, une question d'engagement



*Hachem, souffrant de malnutrition à 6 mois, a été pris en charge au cours du dépistage actif de la malnutrition aigüe dans la région de Trarza.
© UNICEF Mauritanie/2008/Ines Lezam*

Hachem est un enfant de sexe masculin âgé à peine de six mois et est déjà atteint de malnutrition aigüe sévère. L'examen anthropométrique retrouve une malnutrition aigüe sévère sans complication. Il a subi un arrêt précoce et brusque de l'allaitement suite à une séparation d'avec sa mère évacuée à Nouakchott pour raison de maladie grave.

Durant cette période de séparation, il a été confié à sa grande sœur. C'est au cours d'un dépistage actif de la malnutrition aigüe que Hachem, originaire du village de Boumbri,

(District Sanitaire de Keur Macene, sud-ouest de la Mauritanie) a été détecté et pris en charge en ambulatoire avec des aliments thérapeutiques en particulier F-100, en plus du traitement médical.

UN DEPISTAGE ACTIF

Ce dépistage avait été organisé durant le mois de juillet 2008 dans 8 régions les plus vulnérables du pays grâce au financement CERF. Une équipe centrale d'appui à la région a aidé Lamine, l'infirmier de Boumbri, à dissiper ses soucis. Lors de la séance de dépistage anthropométrique, Hachem porté sur le dos de sa sœur de 11 ans, attendait son tour pour être pesé et mesuré. Selon l'infirmier Lamine, « *C'est un cas particulier, Son poids diminue de manière drastique, semaine après semaine* ». La famille n'a pas des moyens pour le nourrir correctement, sa sœur s'occupe de Hachem en lui donnant des petites tranches de fruits et de biscuits. L'infirmier qui suivait Hachem ne savait pas, avant l'arrivée de l'équipe centrale, quelle conduite tenir pour les cas particuliers de malnutrition aigüe avant six mois.



*© UNICEF Mauritanie/2009
Hachem, guéri de sa malnutrition aigüe, a retrouvé sa mère*

La localité est dotée d'un CRENAM, centre de récupération nutritionnelle pour malnutris modérées géré par des femmes du village et d'un CRENAS, centre de récupération nutritionnelle pour malnutris sévères logé au poste de santé. Les deux centres travaillent en parfaite synergie et l'infirmier reste le garant des droits des enfants à une alimentation adéquate. La queue d'attente lors du dépistage actif est longue, au total 267 enfants ont été mesurés, parmi eux 8 enfants seulement sont malnutris, cela est le reflet d'un bon travail de

prévention et de prise en charge de la malnutrition aigüe fait conjointement par ces deux structures.

Hachem a été traité avec succès, sous la surveillance quotidienne de Lamine aidé par Habi l'auxiliaire nutritionniste, en utilisant du F-100 apporté par l'équipe mobile de dépistage. Les sept autres enfants malnutris plus âgés que Hachem ont été pris en charge en ambulatoire avec du Plumpy Nut déjà disponible au niveau du poste de santé.

L'ENGAGEMENT

Maintenant Hachem et tant d'autres enfants dépistés, qui ont gagné du poids graduellement et guéris de leur malnutrition aigüe sévère, bénéficient d'un soutien continu de la part des agents de santé comme Lamine qui montrent leur engagement dans la lutte contre la malnutrition et la défense des droits des enfants. Cet engagement est soutenu par la satisfaction des mères et la confiance de plus en plus croissante que la population leur accorde.

Annexe : Acronymes et abréviations

ACF:	Action Contre la Faim
ADICOR:	Appui au Développement Intégré des Communautés Rurales
AFVHS:	Association Féminine pour la Vulgarisation, l'hygiène et la santé
ALDPD:	Association pour la lutte contre la pauvreté et le sous-développement
CCQSP:	Centre de Contrôle de Qualité des Semences et des Plants
CRF:	Croix Rouge Française
CSA:	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
CPI:	Conterpart International
CRENAM:	Centre de Récupération Nutritionnelle Ambulatoire
CRENI:	Centre de Récupération Nutritionnelle Intensif
CRD:	Comité régional de Développement
FNEM:	Fédération Nationale des Eleveurs de Mauritanie
GNAP:	Groupement National des Eleveurs de Mauritanie
MDR:	Ministère du Développement Rural
MS:	Ministère de la Santé
PPR:	Peste des petits ruminants
REACH:	Ending Child Hunger and Undernutrition
UAGPOA:	Union des Associations de Gestion participative des oasis de l'Assaba